

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel
2001

exportations



Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 2001

Décembre 2002

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Site Web : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>



© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre des Affaires étrangères, 2002

N° de catalogue : E78-1/2001

ISBN 0-662-66872-3

Table des matières

| | |
|--|----------|
| Avant-propos | 1 |
| La politique de sécurité et de contrôle des armements | 1 |
| La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre | 4 |
| Les statistiques sur les exportations militaires | 6 |
| | |
| Notes sur la méthodologie | 8 |
| | |
| Tableaux et graphiques | |
| Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et de revenu | 9 |
| Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination..... | 10 |
| Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination | 11 |
| Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par groupement de composants | 14 |
| Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée | 29 |
| | |
| Annexes | |
| Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA | 30 |
| Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar | 31 |
| Annexe 3 : Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre) | 32 |
| Annexe 4 : Renseignements additionnels | 34 |

Avant-propos

La politique de sécurité et de contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et constitue un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement du Canada de 1995, intitulé *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». À cette fin, il est important non seulement de maintenir la capacité opérationnelle des Forces canadiennes et de celles de nos alliés, mais encore de prévenir des accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et la prolifération des armes de destruction massive et des instruments pour les utiliser. Par conséquent, le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et international.

La sécurité du Canada repose sur une solide infrastructure industrielle de défense capable de doter les Forces canadiennes de matériel, de munitions et de pièces de rechange nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs opérationnels, y compris les activités de combat et les missions de maintien de la paix. De même, pour survivre, les fournisseurs canadiens de matériel de défense doivent trouver pour leurs produits des acheteurs sur les marchés national et étrangers, surtout chez nos alliés et d'autres nations amies. Le Canada reconnaît le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense, droit qui est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par ailleurs, il estime que les exportations de produits de défense doivent être subordonnées à des contrôles serrés afin de s'assurer qu'elles n'enfreignent pas les valeurs canadiennes et qu'elles ne sont pas détournées à des fins susceptibles de constituer une menace pour le Canada et ses alliés ou d'avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Un des efforts internationaux visant à contrôler le commerce des armes classiques et des marchandises et technologies à double usage est l'Entente de Wassenaar, conclue en 1996, avec la participation du Canada. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prônant la transparence et une plus grande responsabilité dans le commerce des armes classiques et des biens et technologies d'une importance stratégique, de manière à empêcher la constitution d'arsenaux déstabilisateurs dans les régions à risque. Par l'intermédiaire de leurs politiques nationales respectives, les 33 États participants cherchent à éviter que le transfert de ces articles et de ces technologies ne contribue à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui saperaient ces objectifs, ou qu'ils ne soient détournés.

Le Canada a aussi joué un rôle important dans la création, en 1996, d'une série de lignes directrices des Nations Unies sur les transferts internationaux d'armes, et il applique entièrement les principes régissant les transferts d'armes conventionnelles adoptés en

1993 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En outre, le Canada a officiellement endossé le nouveau Code de conduite en matière d'exportation d'armes de l'Union européenne, tel qu'il a été adopté en juin 1998.

Le Canada travaille activement à promouvoir une plus grande transparence du commerce des armes classiques. Dans le cadre de cet effort, le Canada a milité activement en faveur de la création du Registre des armes classiques des Nations Unies, duquel il est un des pays fondateurs. Le Registre, établi en vertu de la résolution de décembre 1991 de l'Assemblée générale de l'ONU, favorise grandement la transparence, la confiance et une sécurité mondiale accrue. Par ailleurs, des registres régionaux, auxquels le Canada contribue, ont également été établis par l'Organisation des États américains (OEA) et l'OSCE.

Pour constituer le Registre, qui est tenu à jour au siège de l'ONU à New York, tous les États membres de l'ONU sont invités à fournir chaque année de l'information sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays, en moyenne, y ont versé chaque année de l'information et quelque 70 d'entre eux l'ont fait de façon systématique, dont le Canada. En tout, 152 États ont fait parvenir des données pour au moins une année. Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs soumettent désormais chaque année des rapports, et la plupart des régions géographiques y sont raisonnablement représentées. Couvrant plus de 90 p. 100 du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et pertinente.

Le rapport des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU de 2000 contenait des recommandations en vue d'une expansion du Registre par une série de séminaires infra-régionaux destinés à en vulgariser l'utilité. Le Canada et le Japon ont coparrainé le premier séminaire régional au Cambodge en février 2001. Dans le cadre d'un effort concerté avec l'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas, le Canada coparrainera, en 2002 et en 2003, des séminaires régionaux et infra-régionaux consacrés aux instruments de transparence de l'ONU, le Registre et le Rapport sur les dépenses militaires.

Le Canada est l'un des pays, de plus en plus nombreux, qui communiquent volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Cela va au-delà du minimum exigé actuellement par les Nations Unies et contribue grandement à la transparence mondiale au chapitre des capacités militaires. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement pertinent.

En collaboration avec des partenaires de même opinion, le Canada cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en

développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Pour répondre à ce défi, le Canada adopte une approche en trois volets : le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix aux échelles régionale, nationale et internationale. Cette approche intégrée privilégie les questions de l'offre et du commerce, et vise à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armes. Trouver une solution au problème des armes légères est perçu comme une partie intégrante de la prévention et de la gestion des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix ainsi que des mesures de reconstruction après un conflit.

Pour ce qui est du volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant plus de modération et de transparence dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions étudiées comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité, tels l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'OSCE et l'Entente de Wassenaar. Pour sa part, le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation des armes à feu, surtout des armes automatiques, qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de pays (actuellement au nombre de 16) avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques – LPDAA), sont énumérés à l'annexe 1.

En ce qui concerne le volet du contrôle de la criminalité, on privilégie des mesures visant à contrer le commerce illicite d'armes légères. En novembre 1997, le Canada a signé la *Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes*. Nous avons également beaucoup contribué à la négociation du *Protocole contre la fabrication illicite et le trafic des armes à feu, leurs parties et composantes et les munitions*, complément de la *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Ces conventions établissent des régimes réciproques d'importation, d'exportation et d'émission d'autorisations de transit pour tous les mouvements transfrontières d'armes de petit calibre et de munitions.

Quant au volet de la consolidation de la paix, le Canada appuie une vaste gamme d'initiatives portant sur les aspects humanitaires, de gouvernance et de désarmement concret du dossier des armes légères, en coopération avec des gouvernements et des organisations non gouvernementales de même opinion.

Le Canada a participé activement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a eu lieu du 9 au 20 juillet 2001 à New York. La conférence s'est terminée par l'adoption d'un plan d'action destiné à prévenir, à combattre et à éradiquer le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, lequel

englobe des aspects tels que le marquage permanent des armes de petit calibre et la tenue de registres sur leur fabrication et leur transfert; la criminalisation de la production illicite, la possession et le commerce d'armes de petit calibre; la destruction des stocks excédentaires; le désarmement et la réintégration des anciens combattants.

Le Canada a, de tout temps, eu pour objectif stratégique la non-prolifération, la réduction et l'élimination des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive (telles que les armes chimiques et biologiques). Il a participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive et des moyens de les utiliser en favorisant, par exemple, la reconduction indéfinie du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*. En septembre 1995, le Canada a ratifié la *Convention sur les armes chimiques* et institué une autorité nationale au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) qui sert de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions de la *Convention sur les armes biologiques et à toxines* et à améliorer sa mise en œuvre par le biais d'efforts multilatéraux et de mesures nationales.

De plus en plus préoccupé par la prolifération des missiles, et surtout par l'augmentation continue du nombre de programmes de développement nationaux et de nouveaux exportateurs, le Canada a activement collaboré à l'élaboration d'un projet de code de conduite international visant à contrer la prolifération des missiles balistiques qui, selon lui, pourrait fort bien devenir le premier accord normatif multilatéral sur la restriction des missiles balistiques. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive et des instruments pour les utiliser, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger.

La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » du système international de classification des munitions, élaboré et entretenu par l'intermédiaire de l'Entente de Wassenaar. Ce système classe les marchandises étant « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». Le Canada a intégré cette liste à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (munitions). Les

marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies d'importance stratégique font partie d'une autre liste (la liste des marchandises et des technologies à double usage) définie dans l'Entente de Wassenaar. Le Canada a inclus ces dernières dans le Groupe 1 de la LMEC (double usage). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens relevant de la définition de Wassenaar, peu importe que l'utilisateur final soit un particulier non militaire, un gouvernement ou un organisme militaire. Cependant, les organismes militaires font aussi l'acquisition de nombreux biens de consommation courante destinés à des fins civiles (par exemple, des machines à écrire, des automobiles ou des avions civils). Ces biens ne font normalement pas l'objet de contrôles à l'exportation, à moins d'être inclus dans la liste de Wassenaar ou dans celles des autres régimes de non-prolifération internationaux.

Selon les lignes directrices actuelles de la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu;
- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable pour la population.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies offensives vers tous les pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays de même orientation doivent être approuvées par le ministre des Affaires étrangères. Dans l'une ou l'autre des situations mentionnées plus haut, on doit consulter le ministre pour le commerce de marchandises et de technologies non offensives. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du ministre, des consultations intensives ont lieu entre spécialistes des droits de la personne, de la sécurité internationale et de l'industrie du MAECI, avec le ministère de la Défense nationale, Industrie Canada et, au besoin, d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et de défense avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région (entre autres les conflits civils) ainsi que la situation des droits de la personne, y compris les tendances (c.-à-d. si la situation s'améliore ou se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles ne seront pas détournées.

On contrôle de façon très serrée les demandes portant sur les armes à feu, dont une vaste majorité ne touchent pas les armes militaires modernes (qui, comme il est précisé ci-dessus, ne peuvent être exportées qu'à un nombre très restreint de pays). Elles portent plutôt sur des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles correspondent à la définition élaborée dans l'Entente de Wassenaar et qui sont en fait utilisées à des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles) ou d'auto-défense. Comme bon nombre de ces exportations canadiennes sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que ces armes à feu ne font pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre et la violence. Il est donc possible que nos missions à l'étranger et d'autres sources soient appelées à se renseigner sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître ces lois, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si elles peuvent faire l'objet de corruption. Nous vérifions aussi la bonne foi des utilisateurs finaux.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou toute autre assurance que l'importation sera autorisée dans le pays de destination. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans qu'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans ce pays et que le destinataire pourra en prendre possession.

Les statistiques sur les exportations militaires

Dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour promouvoir une plus grande transparence, le MAECI a publié le rapport annuel intitulé *Exportation de marchandises militaires du Canada* chaque année depuis 1990. Peu d'autres pays, jusqu'à maintenant, ont fourni des données aussi détaillées.

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Ces rapports indiquent la destination des marchandises, leur description et leur valeur. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateurs et des destinataires, et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers les États-Unis et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, avions ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes particulières et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent la plupart de nos exportations.

En 2001, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 592 millions de dollars contre 477 millions de dollars en 2000. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de plus de 75 p. 100 d'entre elles; en outre, près de 90 p. 100 des exportations ont eu pour destinataires des pays à revenu élevé. Il n'y a eu qu'une exportation (détecteurs de mines pour Djibouti) vers les pays désignés « à faible indice de développement humain » par le Programme des Nations Unies pour le développement. Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2001 – sans compter les États-Unis – a été le Royaume-Uni, qui a absorbé 152 millions de dollars, soit près du tiers de nos ventes. Les autres marchés importants en 2001 ont été le Danemark (près de 71 millions de dollars), les Pays-Bas et la Corée du Sud (quelque 60 millions de dollars chacun). Les ventes à Australie ont connu une légère baisse, pour se situer à 42 millions de dollars. Ensemble, ces cinq destinations ont absorbé près des deux tiers des exportations de défense canadiennes, en excluant les États-Unis.

Dans un secteur où l'on vend des articles d'une grande valeur, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde – selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux importants contrats. Ainsi, l'augmentation des exportations d'armes à feu, qui sont passées de 3,5 millions de dollars en 2000 à près de 26 millions de dollars en 2001, est principalement le fait de contrats passés avec les forces armées de nos proches alliés. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Pour plus d'information sur le contrôle à l'exportation de marchandises militaires et d'importance stratégique, vous pouvez consulter notre publication *Réponses aux questions concernant les contrôles canadiens à l'exportation des marchandises militaires* qui se trouve, comme le présent document et d'autres documents connexes, dans notre site Web à l'adresse : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce dixième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter concernant les tableaux statistiques :

- Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (munitions) de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ces groupes ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale, afin d'en faciliter la lecture.
- Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (munitions) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence.
- Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 2000 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 2000.

Tableau 1
Exportations de marchandises militaires par pays de destination
selon les catégories de sécurité et de revenu

Période d'exportation du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

| Destination* | Valeur des exportations (en dollars canadiens) | |
|--|---|---------------|
| | 2001 | % |
| OTAN (sauf les États-Unis) ** | 364 714 465 | 61,61 |
| LPDAA (sauf l'OTAN et les États-Unis) | 81 773 532 | 13,79 |
| Autres | 145 495 509 | 24,60 |
| Total | 591 983 506 | 100,00 |
| Pays à indice de développement humain élevé *** (supérieur à 0,800) | 521 610 908 | 88,10 |
| Pays à indice de développement humain moyen *** (de 0,500 à 0,799) | 70 361 198 | 11,89 |
| Pays à indice de développement humain bas *** (inférieur à 0,500) | 11 400 | < 0,001 |
| Total | 591 983 506 | 100,00 |

* Voir la liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (LPDAA) à l'annexe 1.

** L'exportation vers les États-Unis de la plupart des articles du Groupe 2 (munitions) ne nécessite pas de licence.

*** Les statistiques et les catégories sont tirées du Rapport mondial sur le développement humain de 2001 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Graphique 1

Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination

Statistiques du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

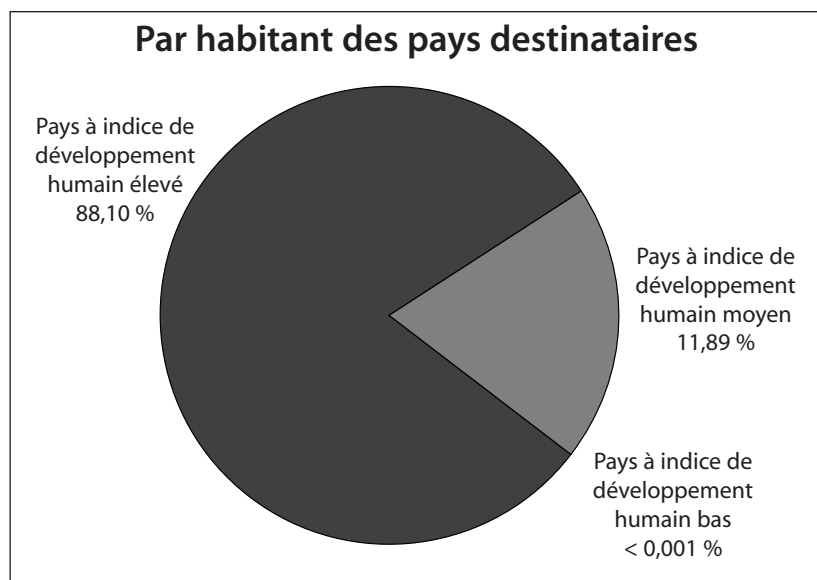
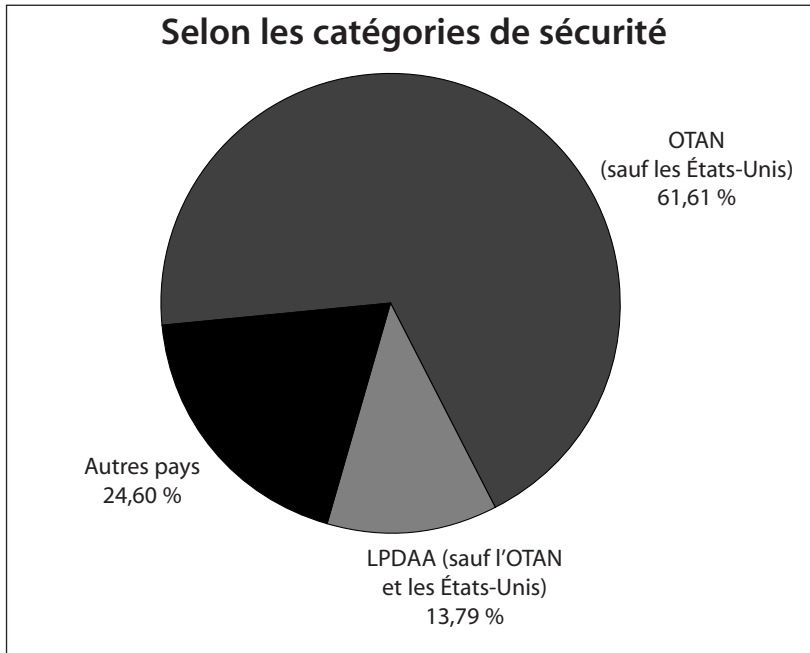


Tableau 2
Exportations de marchandises militaires par pays de destination
Période d'exportation du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

| Pays | Valeur des exportations (en dollars canadiens) | |
|-------------------------------|---|------------|
| | 2000 | 2001 |
| Afrique du Sud, République d' | 546 539 | 292 687 |
| Allemagne | 44 751 063 | 13 418 361 |
| Arabie saoudite | 18 856 248 | 32 116 331 |
| Argentine | 181 832 | 100 751 |
| Australie | 49 163 811 | 42 383 619 |
| Autriche | 6 734 844 | 203 543 |
| Bahreïn | 1 038 000 | 3 662 |
| Belgique | 5 705 347 | 7 949 599 |
| Bermudes | 55 105 | 9 190 |
| Bolivie | 0 | 3 000 000 |
| Botswana | 20 723 729 | 4 669 077 |
| Brésil | 745 729 | 5 137 118 |
| Bulgarie | 0 | 40 |
| Chili | 366 007 | 48 288 |
| Chine | 0 | 242 286 |
| Colombie | 0 | 2 199 954 |
| Corée, République de | 16 030 989 | 59 204 209 |
| Danemark | 3 235 564 | 70 941 868 |
| Djibouti | 0 | 11 400 |
| Égypte | 1 190 168 | 3 637 707 |
| Émirats arabes unis | 12 860 745 | 778 521 |
| Espagne | 2 422 973 | 2 535 794 |
| Estonie | 0 | 28 357 |
| Finlande | 140 312 | 722 328 |

| Pays | Valeur des exportations (en dollars canadiens) | |
|------------------|---|------------|
| | 2000 | 2001 |
| France | 6 767 660 | 19 998 941 |
| Grèce | 2 239 536 | 5 496 557 |
| Groenland | 10 560 | 15 938 |
| Guatemala | 0 | 2 220 350 |
| Guyane | 5 000 | 1 500 |
| Hong Kong | 120 469 | 39 575 |
| Hongrie | 2 898 | 10 545 |
| Îles Caïman | 2 994 | 0 |
| Indonésie | 160 808 | 109 458 |
| Irlande | 28 600 | 670 921 |
| Islande | 3 266 | 0 |
| Israël | 919 588 | 660 190 |
| Italie | 15 639 309 | 22 019 089 |
| Japon | 7 470 690 | 10 814 851 |
| Jordanie | 248 684 | 1 183 627 |
| Kenya | 0 | 587 |
| Koweït | 12 439 | 4 835 |
| Lettonie | 0 | 251 491 |
| Luxembourg | 18 945 242 | 5 496 421 |
| Malaisie | 2 100 924 | 10 484 924 |
| Maroc | 97 123 | 146 976 |
| Maurice | 64 235 | 3 204 |
| Mexique | 299 237 | 436 334 |
| Norvège | 3 115 199 | 2 434 721 |
| Nouvelle-Zélande | 4 553 394 | 6 728 192 |
| Oman | 402 | 636 051 |
| Pays-Bas | 29 641 743 | 60 584 703 |
| Pérou | 870 000 | 0 |

| Pays | Valeur des exportations (en dollars canadiens) | |
|--------------------|--|--------------------|
| | 2000 | 2001 |
| Philippines | 6 083 000 | 275 000 |
| Pologne | 14 150 | 5 500 |
| Portugal | 2 566 732 | 29 172 |
| Qatar | 0 | 1 771 028 |
| République tchèque | 397 691 | 204 678 |
| Royaume-Uni | 182 219 429 | 152 143 856 |
| Singapour | 2 422 973 | 5 881 569 |
| Sri Lanka | 0 | 1 |
| Suède | 1 844 832 | 2 604 505 |
| Suisse | 36 878 | 149 194 |
| Taïwan | 1 133 152 | 13 160 058 |
| Thaïlande | 1 442 358 | 218 927 |
| Tunisie | 260 627 | 1 729 547 |
| Turquie | 584 920 | 1 428 722 |
| Uruguay | 449 875 | 855 088 |
| Venezuela | 973 164 | 11 595 617 |
| Zimbabwe | 3 078 | 0 |
| Total | 477 611 246 | 591 983 506 |

Tableau 3
Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes
Période d'exportation du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

Sigles

ASM anti-sous-marin
 CW arme chimique
 IR infrarouge
 TTB transport de troupes blindé
 VBL véhicule blindé léger
 VTT véhicule tous terrains

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|--------|--------------|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |

AFRIQUE DU SUD

| | | | | |
|------|-----|---------|--------|--|
| 2001 | 600 | | | armes à feu |
| 2011 | | 192 075 | 36 000 | équipement de navigation |
| 2017 | | 27 550 | 15 714 | système de suppression de la signature IR conteneurs à munitions |

ALLEMAGNE

| | | | | |
|------|---------|--|-----------|---|
| 2001 | 150 179 | | 700 | armes à feu et pièces |
| 2002 | 4 485 | | | lance-grenades |
| 2003 | 406 | | 12 501 | munitions et composantes |
| 2004 | | | 1 215 080 | pièces de missiles |
| 2005 | | | 96 632 | pièces optiques |
| 2006 | | | 1 825 537 | composantes de véhicules |
| 2008 | | | 281 | agent propulsif |
| 2009 | | | 2 393 524 | composantes de navigation et de commande de navires |
| 2010 | | | 1 957 629 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 4 987 726 | avionique |

| | | | |
|------------------------|------------|-----------|---|
| 2014 | | 497 345 | pièces de simulateurs |
| 2015 | | 265 210 | pièces de systèmes d'imagerie |
| 2017 | 11 103 | | contre-mesures IR |
| 2018 | | 3 | ensembles de données |
| 2022 | | 20 | technologie |
| <hr/> | | | |
| ARABIE SAOUDITE | | | |
| 2006 | 24 039 741 | 4 202 849 | VBL et pièces |
| 2010 | | 32 653 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 3 467 817 | pièces d'équipement radio |
| 2017 | 356 788 | 16 483 | systèmes de scaphandres et pièces |
| <hr/> | | | |
| ARGENTINE | | | |
| 2001 | 99 610 | 1141 | armes à feu et pièces |
| <hr/> | | | |
| AUSTRALIE | | | |
| 2001 | 231 638 | 441 | armes à feu et pièces |
| 2003 | 475 | | munitions |
| 2004 | 5 800 | | lance-roquettes |
| 2005 | 350 636 | | pièces de conduite de tir |
| 2006 | 2 753 052 | | pièces de TTB |
| 2007 | 7 059 | | équipement de protection pour CW |
| 2009 | 6 132 574 | 2 454 | pièces de navires, bouées sonores et sonars |
| 2010 | | 4 633 454 | pièces d'aéronefs et de moteurs |
| 2011 | | 1 793 970 | pièces d'équipement électronique |
| 2013 | | 92 512 | vêtements de protection |
| 2014 | 24 919 761 | 1 433 208 | simulateurs et pièces |
| 2017 | 26 581 | | scaphandres et pièces |
| 2018 | | 4 | données techniques |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|-----------|--|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| AUTRICHE | | | | |
| 2003 | | | 84 | pièces de munition de gros calibre |
| 2007 | | 51 701 | | équipement de protection pour CW |
| 2017 | | 151 758 | | conteneurs à munitions de gros calibre |
| BAHREÏN | | | | |
| 2011 | | 3 662 | | pièces de radars |
| BELGIQUE | | | | |
| 2001 | 43 775 | | | armes à feu |
| 2003 | | | 1 401 931 | composantes de munitions de gros calibre |
| 2006 | | | 2 443 632 | pièces de tourelles |
| 2007 | | 2 031 760 | | équipement de protection pour CW |
| 2008 | | | 560 325 | agent propulsif |
| 2010 | | | 50 860 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 14 000 | ordinateur |
| 2014 | | | 5 951 | pièces de rechange |
| 2017 | | 1 397 365 | | conteneurs à munitions de gros calibre |
| BERMUDES | | | | |
| 2001 | 1 000 | | | armes à feu |
| 2011 | | 8 190 | | antennes |
| BOLIVIE | | | | |
| 2010 | | | 3 000 000 | réparations et remise en état d'aéronefs |

| | | | |
|-----------------------------|------------|------------|--|
| BOTSWANA | | | |
| 2002 | 1 863 100 | | roquettes d'exercice |
| 2010 | | 2 805 977 | pièces d'aéronefs et de moteurs |
| BRÉSIL | | | |
| 2003 | | 20 125 | composantes de munitions |
| 2006 | | 3 697 | pièces de véhicules |
| 2010 | | 4 032 807 | pièces d'aéronefs et d'hélicoptères |
| 2011 | | 1 080 488 | pièces d'équipement de navigation |
| 2021 | | 1 | ensemble de données |
| BULGARIE | | | |
| 2003 | 40 | | munitions d'exercice |
| CHILI | | | |
| 2001 | 40 621 | | armes à feu |
| 2009 | | 7 667 | bouées sonores |
| CHINE | | | |
| 2011 | | 66 725 | cartes d'ordinateurs |
| 2015 | | 3 336 | diode |
| COLOMBIE | | | |
| 2004 | 110 250 | | détecteurs de mines |
| 2010 | | 1 600 000 | réparations et remise en état de moteurs d'aéronef |
| 2015 | 464 000 | | système de caméra de surveillance |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | | | |
| 2003 | | 800 000 | cartouches de largage |
| 2009 | 183 240 | 749 792 | pièces de bouées sonores et de navires |
| 2010 | | 415 898 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | 25 983 575 | 29 914 085 | radios et pièces |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|-----------|---|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE (SUITE) | | | | |
| 2014 | | | 10 000 | composantes de simulateurs |
| 2017 | | 1 007 991 | | systèmes de scaphandres contre-mesures IR |
| 2021 | | | 139 628 | logiciels de simulation |
| DANEMARK | | | | |
| 2001 | 11 524 864 | | 6 374 708 | pièces et accessoires d'armes à feu |
| 2007 | | 834 | | équipement de protection pour CW |
| 2010 | 52 000 000 | | 163 880 | aéronefs et pièces |
| 2011 | | 693 540 | | émetteurs |
| 2016 | | | 173 542 | moules |
| 2017 | | | 10 500 | système de suppression de la signature IR |
| DJIBOUTI | | | | |
| 2004 | | 11 400 | | détecteurs de mines |
| ÉGYPTE | | | | |
| 2006 | | | 24 102 | pièces de véhicules |
| 2007 | | 1 200 000 | | équipement de protection pour CW |
| 2010 | | | 24513 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 217092 | | équipement électronique |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | | | | |
| 2001 | 15 084 | | | armes à feu |
| 2003 | 17 908 | | | munitions d'exercice |
| 2007 | | | 16 309 | pièces d'équipement de protection pour CW |
| 2009 | | | 1 709 | composantes électroniques navales |

| | | | |
|-----------------|-----------|-----------|--|
| 2010 | | 113 711 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | 419 998 | 9 226 | radios et pièces |
| 2014 | | 184 586 | pièces de simulateurs |
| <hr/> | | | |
| ESPAGNE | | | |
| 2001 | 14 400 | | armes à feu |
| 2007 | | 1 455 | équipement de protection pour CW |
| 2009 | 586 523 | | bouées sonores |
| 2010 | | 116 307 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 977 107 | équipement électronique |
| 2017 | 840 000 | | systèmes de suppression de la signature IR |
| 2018 | | 2 | système de données |
| <hr/> | | | |
| ESTONIE | | | |
| 2017 | 28 357 | | systèmes de scaphandres |
| <hr/> | | | |
| FINLANDE | | | |
| 2001 | 15 746 | | armes à feu |
| 2005 | | 1 172 | dispositifs de visée |
| 2006 | | 270 960 | pièces de VTT |
| 2010 | | 326 186 | pièces d'aéronefs et de moteurs |
| 2011 | | 108 264 | composantes électroniques |
| <hr/> | | | |
| FRANCE | | | |
| 2001 | 46 038 | 4 092 | armes à feu et pièces |
| 2003 | 1 226 360 | 2 086 360 | munitions et composantes |
| 2004 | | 5 000 | lentilles |
| 2005 | | 3 058 315 | équipement optique et pièces |
| 2006 | | 1 200 | panneau d'affichage |
| 2007 | | 6 431 | équipement de protection pour CW |
| 2009 | 4 449 250 | 650 | bouées sonores et pièces |
| 2010 | | 287 309 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 2 149 551 | avionique |
| 2014 | | 347 050 | composantes de simulateurs |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|-----------|--|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| FRANCE (SUITE) | | | | |
| 2015 | | 6 657 485 | 3 715 | systèmes de surveillance et pièces |
| 2017 | | 24 808 | | contre-mesures IR |
| 2020 | | 131 563 | | appareils respiratoires |
| 2021 | | | 48 000 | logiciels de simulation |
| GRÈCE | | | | |
| 2001 | 12 158 | | | armes à feu |
| 2002 | | 248 850 | | équipement d'essai des missiles |
| 2009 | | 182 250 | | bouées sonores |
| 2010 | | | 708 696 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 4 053 386 | pièces électroniques |
| 2017 | | 291 217 | | systèmes de scaphandres |
| GROENLAND | | | | |
| 2001 | 12 316 | | | armes à feu |
| 2003 | 3 622 | | | munitions |
| GUATEMALA | | | | |
| 2001 | 350 | | | pièces d'armes à feu |
| 2010 | | | 2 220 000 | réparation et remise en état d'aéronefs de transport |
| GUYANE | | | | |
| 2001 | 1 500 | | | armes à feu |
| HONG KONG | | | | |
| 2003 | 6 050 | | | munitions |
| 2007 | | | 33 525 | composantes d'équipement de protection pour CW |

| | | | |
|------------------|-----------|------------|---|
| HONGRIE | | | |
| 2001 | 10 545 | | armes à feu |
| INDONÉSIE | | | |
| 2010 | | 3 561 | pièces d'aéronefs |
| 2014 | | 105 897 | pièces de simulateurs |
| IRLANDE | | | |
| 2002 | 623 080 | | lance-grenades et pièces |
| 2007 | | 15 930 | équipement de protection pour CW |
| 2014 | | 17 245 | matériel didactique |
| ISRAËL | | | |
| 2005 | | 2 409 | moules |
| 2006 | | 201 | pièces de véhicules |
| 2007 | | 368 | composantes d'équipement de protection pour CW |
| 2010 | | 365 743 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 275 900 | antennes et afficheurs |
| 2016 | | 15 569 | moules |
| ITALIE | | | |
| 2001 | | 60 | pièces d'armes à feu |
| 2003 | 150 745 | | munitions pour armes légères |
| 2005 | | 2 761 277 | lentilles |
| 2006 | | 112 370 | chenilles de TTB |
| 2009 | 769 545 | 168 296 | bouées sonores, réparations et remise en état de gyroscopes |
| 2010 | | 14 014 664 | pièces d'aéronefs et d'hélicoptères |
| 2011 | | 1 577 734 | pièces de radio et de matériel Doppler |
| 2014 | | 170 | pièces de simulateurs |
| 2015 | 2 416 000 | | capteurs de surveillance |
| 2016 | | 1 507 | moules |
| 2017 | 30 721 | | contre-mesures IR |
| 2021 | | 16 000 | logiciels de simulation |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|-----------|---|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| JAPON | | | | |
| 2003 | 202 | | | munitions |
| 2004 | | | 1 762 472 | composantes de lance-missiles |
| 2006 | | | 3 126 | pièces de véhicules |
| 2007 | | | 1 138 | pièces d'équipement de protection pour CW |
| 2008 | | | 1 156 332 | agent propulsif |
| 2010 | | | 5 371 247 | pièces d'aéronefs et d'hélicoptères |
| 2011 | | | 779 128 | pièces d'équipement de détection |
| 2014 | | 1 741 206 | | simulateurs de radars |
| JORDANIE | | | | |
| 2003 | 855 000 | | | munitions antiaériennes |
| 2010 | | | 175 000 | pièces d'hélicoptères |
| KENYA | | | | |
| 2010 | | | 587 | pièces d'aéronefs de transport |
| KOWEÏT | | | | |
| 2010 | | | 4 835 | antennes |
| LETTONIE | | | | |
| 2017 | | 251 491 | | systèmes de scaphandres |
| LUXEMBOURG | | | | |
| 2001 | 8 624 | | 128 | armes à feu et pièces |
| 2004 | | | 3 384 512 | pièces de drones |
| 2006 | | | 318 108 | pièces de véhicules |
| 2010 | | | 1 487 539 | pièces d'aéronefs et composantes connexes |
| 2011 | | | 294 451 | avionique |
| 2014 | | | 3 059 | simulateurs de rechange |

| | | | |
|-----------------|-----------|-----------|---|
| MALAISIE | | | |
| 2002 | 5 000 | | roquettes |
| 2007 | | 80 | composantes d'équipement de protection pour CW |
| 2010 | | 7 804 671 | pièces d'hélicoptères |
| 2014 | | 38 344 | pièces de simulateurs |
| 2017 | 2 626 194 | | systèmes de scaphandres |
| 2018 | | 4 | données techniques |
| MAROC | | | |
| 2014 | | 146 976 | pièces de simulateurs |
| MAURICE | | | |
| 2009 | | 3 204 | pièces d'antennes |
| MEXIQUE | | | |
| 2003 | | 109 330 | composantes de munitions de gros calibre |
| 2007 | | 176 | composantes d'équipement de protection pour CW |
| 2008 | | 190 000 | agent propulsif |
| 2013 | | 136 828 | plaques de blindage |
| NORVÈGE | | | |
| 2001 | 82 150 | 21 549 | armes à feu et pièces |
| 2003 | 99 556 | | munitions pour armes légères |
| 2004 | | 158 349 | pièces de roquettes |
| 2006 | | 211 642 | pièces de véhicules blindés |
| 2009 | 4 527 375 | | bouées sonores |
| 2010 | | 37 170 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 543 850 | composantes de systèmes de navigation |
| 2014 | | 61 203 | pièces de simulateurs |
| 2015 | 256 445 | | imageurs thermiques |
| 2016 | | 19 071 | moules |
| 2017 | 709 829 | | systèmes de scaphandres, équipement de suppression de la signature IR |
| 2018 | | 3 | données |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|--------|--------------|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |

NOUVELLE-ZÉLANDE

| | | | | |
|------|-----------|---------|---------|----------------------------------|
| 2001 | 700 | | | armes à feu et pièces |
| 2003 | 1 042 664 | | 63 756 | munitions et composantes |
| 2007 | | 69 706 | | équipement de protection pour CW |
| 2009 | | 280 800 | | bouées sonores |
| 2010 | | | 763 617 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 5 350 | composantes électroniques |
| 2017 | | | 8 126 | pièces de scaphandres |
| 2018 | | | 2 | |

OMAN

| | | | | |
|------|--|---------|-------|-----------------|
| 2001 | | | 850 | lunette optique |
| 2002 | | | 7 445 | munitions |
| 2010 | | 619 534 | | parachutes |
| 2018 | | | 4 | données |

PAYS-BAS

| | | | | |
|------|-----------|------------|------------|--|
| 2001 | | | 2 914 774 | composantes d'armes à feu |
| 2003 | 2 817 124 | | 509 | munitions et composantes |
| 2004 | | | 68 292 | pièces de roquettes |
| 2005 | | | 12 834 727 | sonars de rechange |
| 2007 | | 58 885 | | équipement de protection pour CW |
| 2009 | | 9 800 256 | | bouées sonores |
| 2010 | | 1 091 484 | | pièces d'aéronefs et de moteurs |
| 2011 | | | 12 448 376 | composantes de radars |
| 2014 | | 17 890 717 | 182 799 | simulateur et composantes |
| 2016 | | | 283 382 | moules |
| 2017 | | 1085 | 2 289 | systèmes de scaphandres et pièces systèmes de suppression de la signature IR |

| | | | |
|---------------------------|-----------|-----------|---|
| 2018 | | 4 | systèmes de scaphandres et pièces |
| PHILIPPINES | | | |
| 2010 | | 275 000 | pièces de moteurs d'aéronef |
| POLOGNE | | | |
| 2001 | 5 000 | | armes à feu |
| 2002 | 500 | | lance-roquettes |
| PORTUGAL | | | |
| 2009 | | 850 | pièces de bouées sonores |
| 2010 | 12 102 | | radiophares |
| 2018 | | 16 216 | pièces de radars |
| 2018 | | 4 | données |
| QATAR | | | |
| 2022 | 1 771 028 | | équipement de contrôle de la circulation aérienne |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | | | |
| 2001 | 8 423 | | armes à feu |
| 2002 | | 2 235 | pièces de roquettes et de lance-roquettes |
| 2007 | 54 350 | | équipement de protection pour CW |
| 2011 | | 139 667 | détecteurs de commande |
| 2018 | | 3 | données |
| ROYAUME-UNI | | | |
| 2001 | 187 301 | 3 827 241 | armes à feu et pièces |
| 2002 | 85 000 | 143 026 | lance-roquettes et pièces |
| 2003 | 53 993 | | munitions |
| 2004 | 65 808 | 864 400 | roquettes et pièces |
| 2005 | | 1 761 061 | pièces de télémètres |
| 2006 | | 664 097 | pièces de véhicules |
| 2007 | 365 098 | | équipement de protection pour CW |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|------------|--|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| ROYAUME-UNI (SUITE) | | | | |
| 2009 | | | 20 110 687 | bouées sonores, pièces de sonars et de navires |
| 2010 | | | 24 943 373 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 21 023 785 | composantes électroniques et afficheurs |
| 2013 | | | 600 | plaques de blindage |
| 2014 | | 61 279 295 | 2 085 049 | simulateurs et pièces |
| 2015 | | 4 883 870 | 7 600 | système de surveillance et pièces |
| 2016 | | | 383 037 | moules |
| 2017 | | 3 997 109 | 901 | ordinateur, douilles, pièces de systèmes de scaphandres |
| 2018 | | | 7 629 | équipement et plans de production |
| 2021 | | | 3 199 504 | logiciels |
| 2022 | | | 1 000 | diviseur de puissance |
| SINGAPOUR | | | | |
| 2006 | | | 4 689 591 | chenilles de TTB |
| 2007 | | 224 022 | | équipement de protection pour CW |
| 2008 | | | 6 800 | agent propulsif |
| 2010 | | | 204 499 | pièces de parachutes et d'aéronefs |
| 2011 | | 111 613 | 562 014 | radios et composantes électroniques |
| 2014 | | | 17 228 | pièces de simulateurs |
| 2017 | | 13 300 | 52 500 | système de suppression de la signature IR, stockage de munitions |
| 2018 | | | 2 | données |

| | | | |
|------------------|------------|-----------|---|
| SRI LANKA | | | |
| 2021 | | 1 | données |
| SUÈDE | | | |
| 2001 | 12 710 | | armes à feu |
| 2003 | 404 | | munitions |
| 2005 | | 101 850 | lentilles |
| 2006 | | 354 384 | chenilles de véhicules |
| 2007 | | 214 | pièces d'équipement deprotection pour CW |
| 2010 | | 1 673 220 | pièces de moteurs d'aéronefs |
| 2011 | | 338 509 | afficheurs |
| 2014 | | 123 214 | pièces de simulateurs |
| SUISSE | | | |
| 2001 | 18 763 | | armes à feu |
| 2003 | 3 775 | | munitions |
| 2006 | | 87 960 | pièces de VBC |
| 2010 | | 1 200 | pièces d'aéronefs |
| 2018 | | 34 200 | équipement électronique |
| 2022 | | 3 296 | manuels |
| TAÏWAN | | | |
| 2010 | | 59 368 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | 1 300 690 | composantes d'avionique |
| 2014 | 11 800 000 | | simulateurs radios |
| THAÏLANDE | | | |
| 2001 | 138 701 | | armes à feu et pièces |
| 2009 | | 2 155 | pièces de bouées sonores |
| 2010 | | 77 147 | pièces d'hélicoptères |
| 2017 | | 922 | pièces de scaphandres |
| 2018 | | 2 | documents techniques |
| TUNISIE | | | |
| 2010 | | 1 729 547 | pièces de moteurs d'aéronefs |

| Valeur des exportations (en dollars canadiens) | | | | |
|--|------------------------------|---------------------|--------------------|--|
| Destination et no d'article de la LMEC | Armes, systèmes et munitions | Systèmes de soutien | Pièces | Commentaires |
| TURQUIE | | | | |
| 2001 | 2 400 | | | armes à feu |
| 2007 | | | 45 | pièces d'équipement de protection pour CW |
| 2009 | | | 890 815 | équipement anti-sous-marin ASM de rechange |
| 2010 | | | 31 532 | pièces d'aéronefs |
| 2011 | | | 342 887 | pièces d'avionique |
| 2014 | | | 43 634 | pièces de simulateurs |
| 2016 | | | 192 334 | moules |
| URUGUAY | | | | |
| 2010 | | | 855 088 | pièces de moteurs d'aéronefs |
| VENEZUELA | | | | |
| 2011 | | 11 595 617 | | équipement de communications |
| ZIMBABWE | | | | |
| 2001 | 1 100 | | | armes à feu |
| GRAND TOTAL | | | 591 983 506 | |

Tableau 4
Exportations de marchandises militaires
selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée
Période d'exportation du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

| Numéro de la LMEC | Valeur des exportations (en dollars canadiens) | |
|----------------------|--|--------------------|
| | 2000 | 2001 |
| 2001 | 3 512 209 | 25 830 880 |
| 2002 | 572 339 | 2 997 387 |
| 2003 | 35 393 637 | 10 438 684 |
| 2004 | 78 506 497 | 9 854 755 |
| 2005 | 2 794 341 | 20 968 079 |
| 2006 | 19 549 646 | 42 006 249 |
| 2007 | 679 647 | 4 139 086 |
| 2008 | 2 074 582 | 1 913 738 |
| 2009 | 35 946 687 | 51 168 691 |
| 2010 | 78 252 378 | 135 192 477 |
| 2011 | 101 995 899 | 129 620 774 |
| 2013 | 2 153 097 | 229 940 |
| 2014 | 105 316 741 | 122 933 937 |
| 2015 | 3 379 349 | 16 157 050 |
| 2016 | 128 105 | 1 068 442 |
| 2017 | 7 188 991 | 12 111 430 |
| 2018 | 68 369 | 41 866 |
| 2020 | 0 | 131 563 |
| 2021 | 73 300 | 3 403 134 |
| 2022 | 25 432 | 1 775 344 |
| Total | 477 611 246 | 591 983 506 |

Annexe 1
Liste des pays membres de l'OTAN et
de la Liste des pays désignés (armes automatiques) - LPDAA

Pays membres de l'OTAN¹

Allemagne
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Grèce
Hongrie
Islande
Italie
Luxembourg
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Royaume-Uni
Turquie

Pays de la LPDAA²

Allemagne
Arabie saoudite
Australie
Belgique
Botswana
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Grèce
Italie
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède

1 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

2 Liste des pays désignés (armes automatiques)

Annexe 2

Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

| | |
|----------------------|---------------------|
| Allemagne | Japon |
| Argentine | Luxembourg |
| Australie | Norvège |
| Autriche | Nouvelle-Zélande |
| Belgique | Pays-Bas |
| Bulgarie | Pologne |
| Canada | Portugal |
| Corée, République de | République slovaque |
| Danemark | République tchèque |
| Espagne | Roumanie |
| États-Unis | Royaume-Uni |
| Finlande | Russie |
| France | Suède |
| Grèce | Suisse |
| Hongrie | Turquie |
| Irlande | Ukraine |
| Italie | |

Annexe 3

Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre)

| N° d'article de la LMEC | Description |
|-------------------------|---|
| 2001 | Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires. |
| 2002 | Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et les composantes. |
| 2003 | Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002. |
| 2004 | Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composantes. |
| 2005 | Radars de conduite de tir, détecteurs télémètres, calculateurs balistiques et matériel d'alerte et d'avertissement connexe spécialement conçu pour l'usage militaire, et pièces et composantes. |
| 2006 | Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composantes et matériel connexes. |
| 2007 | Matériel et composantes, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci. |
| 2008 | Explosifs et combustibles, y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire. |
| 2009 | Navires militaires ainsi que pièces et composantes spécialement conçues comme les moteurs, les systèmes de navigation et l'équipements sonar. |
| 2010 | Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et les composantes connexes. |
| 2011 | Matériel électronique pour l'usage militaire comme le matériel de communication et les systèmes radar. |

| N° d'article de la LMEC | Description |
|-------------------------|--|
| 2012 | Systèmes d'armes à énergie cinétique et à haute vitesse et les composants connexes. |
| 2013 | Matériel blindé ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et les composants connexes. |
| 2014 | Matériel spécialisé pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et les accessoires. |
| 2015 | Matériel d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique, le matériel d'imagerie thermique, et les composants spécialement conçus. |
| 2016 | Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 et 2010. |
| 2017 | Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériel de construction et matériel de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et les composants. |
| 2018 | Matériel et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC. |
| 2019 | Systèmes d'armes à énergie dirigée. |
| 2020 | Matériel cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus. |
| 2021 | Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires (autrefois 2024). |
| 2022 | Technologie. |

Annexe 4

Renseignements additionnels

Le site Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation offre des renseignements additionnels sur le contrôle des armements et les questions de sécurité internationale :

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>

Vous trouverez également des liens de sites utiles dans les pages du MAECI à :

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-f.asp>

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/SANCTIONS-F.asp>

Des sites Web autres que ceux du MAECI présentent des données et divers points de vue sur le contrôle des armements ainsi que sur d'autres questions connexes :

Association de l'industrie de la défense du Canada :

<http://www.cdia.ca> (en anglais seulement)

Association des industries aérospatiales du Canada :

<http://www.aiac.ca> (en anglais seulement)

Centre canadien des armes à feu

(renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :

<http://www.cfc-ccaf.gc.ca>

Organisation des Nations Unies : <http://www.un.org/french>

Département des affaires de désarmement de l'ONU :

<http://disarmament.un.org/dda.htm>

Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques : **<http://disarmament.un.org/cab/docs/2001rgstrbklet-fr.pdf>**

Instrument international normalisé pour la publication de l'information relative aux dépenses militaires : **<http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/500/16/PDF/N0150016.pdf?OpenElement>**

Project Ploughshares : <http://www.ploughshares.ca> (en anglais seulement)

Stockholm International Peace Research Institute :

<http://www.sipri.se> (en anglais, en suédois et en allemand)

Wassenaar : <http://www.wassenaar.org> (en anglais seulement)